19 janvier 2012

30ème Assemblée Générale

FAO (Rome – Italie)
27-30 septembre 2011

DECISIONS

1. Discours de bienvenue et ouverture de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale a été officiellement ouverte le 27 septembre 2011 au soir, au siège de la FAO, à Rome, en présence du Président de la république italienne, Monsieur Giorgio Napolitano. Madame Mariastella Gelmini, Ministre de l'éducation, de l'université et de la recherche, ainsi que les Professeurs Francesco Profumo, Président du Consiglio Nazionale delle Ricerche (CNR), Ann Tutwiler, Directrice générale adjointe de la FAO, et Catherine Bréchignac, Présidente de l'ICSU, ont pris la parole.

Les discours ont été suivis d'une intervention de Matthias Kleiner, le Président de la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG), qui avait été invité par la Présidente de l'AG et qui a annoncé que la DFG financerait et organiserait deux projets en collaboration avec l'ICSU :

- Un atelier international intitulé « Recherche intégrée sur les changements climatiques mondiaux : une conception transfrontalière, transdisciplinaire et transversale entre les utilisateurs », qui se tiendra à Berlin début 2012, sous l'égide du Comité national allemand de la recherche sur les changements climatiques mondiaux, en collaboration avec l'ICSU, le Conseil international des sciences sociales (CISS) et le Partenariat des Sciences du Système Terrestre (ESSP)

- Trois conférences internationales annuelles de jeunes scientifiques sur l'intégration de la science, d'une semaine chacune, sous l'égide de la DFG, de l'ICSU et du CISS, permettant au jeunes chercheurs de rencontrer des scientifiques de premier plan dans le domaine du développement durable

Les principaux partenaires suivants se sont brièvement exprimés le 28 septembre au matin :

- UNESCO Gretchen Kalonji, Sous-Directrice générale pour les sciences naturelles
- OMM Deon Terblanche, Co-Directeur pour la recherche
- PNUE Achim Steiner, Directeur exécutif (par vidéoconférence)
- CISS Olive Shisana, Présidente
- TWAS Daniel Schaffer, Responsable de l'information publique
- IAC Mohamed Hassan, Membre du Conseil d'administration
- IAP Mohamed Hassan, Membre et Directeur exécutif
- CAETS René Dändliker, Futur Président
- FMOI Adel *Al* Kharafi, Président

était insuffisante et d'autres, au contraire, qu'il ne s'agit pas d'une conférence scientifique mais d'une réunion de travail (une telle conférence pourrait être organisée à l'occasion de la réunion des Unions entre deux AG par exemple)

- La nécessité de promouvoir l'image de l'ICSU parmi les milieux scientifiques et au-delà
- La nécessité d'impliquer davantage les jeunes scientifiques dans les activités de l'ICSU, AG comprise, et de faire en sorte que les jeunes soient au courant de ces activités, par divers moyens (leur décerner un prix de l'ICSU, les inviter ou soutenir financièrement leur participation à l'AG en tant qu'observateurs, les parrainer en recourant en partie aux technologies de communication, cibler les jeunes au niveau local à partir des bureaux régionaux)
- La nécessité de développer les capacités parmi les jeunes scientifiques, notamment dans les pays en développement, et de tenter de résoudre le phénomène de fuite des cerveaux à la sortie de l'université
- Le fossé entre les générations, problème particulièrement aigu dans les pays en développement
- La nécessité de se pencher sur les questions de relations hommes-femmes de manière cohérente parmi les activités de l'ICSU

Décision

5.1 Prendre note des rapports du Forum des Unions Scientifiques et du Forum des Membres Nationaux.

6. Mise en œuvre du Plan Stratégique 2006-2011

Deliang Chen, le Directeur Exécutif de l'ICSU, a fait le point sur les priorités énoncées dans le Plan Stratégique 2006-2011 autour des trois sujets : la collaboration internationale de la recherche, la science au service de la politique et l'universalité de la science. Au chapitre recherche, un résumé des évaluations et des activités scientifiques des six dernières années, dont l'Initiative pour la recherche sur les systèmes terrestres au service du développement durable, a été présenté. Les actions de l'ICSU en tant que porte-parole international des sciences auprès des décideurs ont ensuite été illustrées par des exemples. L'universalité de la science sous-tend toutes les activités de l'ICSU. La décision stratégique de créer des bureaux régionaux a étendu son rayon d'action dans les pays en développement et resserré les liens avec ses Membres. L'ICSU met en outre de plus en plus l'accent sur l'accès aux données et à l'information.

Catherine Bréchignac a conclu la présentation en remerciant le Directeur Exécutif pour son travail au cours des trois années écoulées. Le débat avec la salle a porté sur la manière d'évaluer les retombées du premier Plan Stratégique, l'étude prévisionnelle, le futur bureau du Moyen-Orient et les nanotechnologies. Le Directeur Exécutif a souligné que toutes ces activités devraient être menées avec la contribution et la participation des Membres et des partenaires. Il a été globalement admis que le Plan Stratégique avait joué un rôle majeur dans la conduite des activités de l'ICSU et qu'un nouveau Plan serait essentiel pour l'avenir.

Décision

6.1 Prendre note des avancées globales de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2006-2011.

Au cours du processus, l'ICSU et le CISS ont noué un partenariat avec le Forum Belmont, une organisation de haut niveau réunissant certains des principaux bailleurs de fonds de la recherche sur les changements environnementaux dans le monde. Constatant tous les trois qu'il existait une convergence favorable à la mise au point d'une nouvelle grande initiative de recherche intégrée, ils ont publié une déclaration commune présentant leur intention de bâtir une Alliance en vue de définir une Initiative décennale pour la recherche sur les systèmes terrestres au service du développement durable. Conformément au Plan Stratégique 2012-2017, le partenariat a été étendu aux organisations de l'ONU impliquées dans la recherche sur les changements environnementaux mondiaux et fournissant une aide opérationnelle (UNESCO, IOC, PNUE, UNU). L'OMM a quant à elle le statut d'observateur.

Conformément au Plan Stratégique 2012-2017, les objectifs de la nouvelle initiative sont les suivants :

- Sensibiliser, à l'échelon mondial et régional, au fait que la société doit remédier efficacement aux changements environnementaux tout en gardant à l'esprit ses objectifs économiques et sociaux, en traitant les questions nécessitant une réponse urgente dans le domaine du développement humain à une époque où les risques environnementaux mondiaux se multiplient
- Coordonner et recentrer la recherche scientifique internationale pour qu'elle relève les Grands défis définis par l'Etude prospective de l'ICSU et le Forum Belmont
- Impliquer une nouvelle génération de spécialistes des sciences sociales, économiques, naturelles, de la santé et de l'ingénierie dans la recherche sur le développement durable

La réalisation de ces objectifs passe par un partenariat entre les bailleurs de fonds, les scientifiques, les usagers et les prestataires de service (conception partagée), de solides relais régionaux, une modernisation du réseau, un engagement énergique auprès des décideurs et une implication réelle de toutes les disciplines.

Un Groupe de transition a été nommé par le Bureau, sur proposition des Membres, après consultation des partenaires et suivant les recommandations du CSPR. Il dispose de dix-huit mois pour concevoir et mener la phase initiale de l'initiative, qui a débuté le 1er juin 2011, jusqu'à ce qu'une instance dirigeante permanente soit désignée. Lors de sa première réunion, en juin, il a défini ses attributions et créé trois groupes de travail chargés de la conception. Les principales étapes et productions de la phase de transition, présentées à l'Assemblée Générale, sont la formulation d'un plan de mise en œuvre d'ici novembre 2012 et le lancement de l'initiative, en 2012, à deux occasions : au colloque *Planet Under Pressure* (en mars) et à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 (en juin).

Lors de la discussion qui a suivi, l'urgence de concevoir de manière intégrée la recherche sur les systèmes terrestres au service du développement durable, les formidables opportunités que présente le nouveau partenariat créé par l'ICSU pour contribuer à l'initiative, ainsi que l'importance de développer la communication et les liens entre l'initiative et les Membres de l'ICSU, notamment ceux qui œuvrent dans le même sens au sein de leurs propres composantes, ont été soulignées.

Les programmes de recherche sur les changements environnementaux mondiaux ont soumis un amendement, mais l'AG a voté la décision proposée (voir ci-dessous).

Décisions
Dans le cadre du Plan Stratégique 2012-2017 global :

8.1 Mettre au point une nouvelle grande initiative décennale de recherche interdisciplinaire sur les systèmes terrestres au service du développement durable, en collaboration avec les partenaires de l'Alliance.

8.2 Accepter la création d'un Organe Interdisciplinaire pour cette initiative et demander au Bureau de mettre en œuvre le dispositif de gestion et de soutien nécessaire pour ce faire, en collaboration avec les partenaires de l'Alliance.

9. La santé et le bien-être dans l'environnement urbain en mutation

Le plan scientifique intitulé « La santé et le bien-être dans l'environnement urbain en mutation, approche d'analyse des systèmes », dont la rédaction est terminée, a été présenté par le président du Groupe de Planification, Landis MacKellar.

La santé humaine était l'un des thèmes du premier Plan Stratégique de l'ICSU, dont l'un des objectifs consistait à prendre en compte les problèmes de santé dans la planification et la mise en œuvre des activités futures, en s'appuyant sur les atouts des Unions Scientifiques et des Organes Interdisciplinaires en la matière. Sous l'égide du CSPR, une étude d'incidence avait été menée et présentée à la 29ème Assemblée Générale, qui avait décidé qu'un Groupe de Planification devait élaborer le plan scientifique d'une nouvelle initiative sur la santé et le bien-être en milieu urbain.

Un projet de plan scientifique a été adressé à tous les Membres et Organes Interdisciplinaires en décembre 2010. La version définitive tient compte des commentaires exprimés à cette occasion.

Le plan scientifique reconnaît la richesse de l'expérience au sein de l'ICSU sur divers aspects de la recherche sur la santé, mais également la difficulté de produire et de transmettre les connaissances par une analyse des systèmes de manière à peser sur les choix politiques à partir des réalités de l'environnement urbain. L'analyse des systèmes permettrait d'appréhender la complexité des relations et de faire apparaître les facteurs de la santé et du bien-être dans cet environnement, afin d'offrir une base mieux documentée aux décideurs en matière de politique et de budget.

Les travaux du Bureau Régional pour l'Asie-Pacifique sur la santé et le bien-être ont été présentés par Indira Nath. Le Bureau Régional a réuni un groupe de spécialistes locaux, chargé d'étudier la manière dont le plan scientifique mondial pouvait être mis en œuvre au niveau régional. L'importance de recourir à une analyse des systèmes, notamment pour faire face aux questions transversales complexes, a ainsi été mise en évidence.

La discussion qui a suivi les exposés a souligné la nécessité de rassembler des connaissances et des avis éclairés applicables dans le monde réel et d'établir des liens étroits avec les organes décisionnaires. Un certain nombre d'Unions a exprimé son soutien et son intérêt pour ce projet, qui devrait être mené en lien avec tous les Bureaux Régionaux.

12. Implication de l'ICSU dans les systèmes d'observation

Au nom du CSPR, Carthage Smith, la Directrice Adjointe, a présenté un aperçu des systèmes d'observations mondiaux soutenus par l'ICSU : le GCOS pour le climat, le GOOS pour les océans et le GTOS pour la terre. Les activités de l'ICSU en lien avec le Système des systèmes d'observation mondiale de la terre (GEOSS/GEO) ont également été définies. Des organes de l'ICSU (COSPAR, CODATA, WDS et DIVERSITAS) sont déjà impliqués dans plusieurs des composantes du GEOSS. Le CSPR a recommandé une évaluation du rôle de l'ICSU dans ce domaine, qui se révèle nécessaire pour développer les systèmes d'observation, en les ouvrant notamment aux variables socioéconomiques, urgence identifiée dans les Grands défis et le projet Belmont.

La discussion avec les participants a abordé entre autre l'évaluation du GCOS qui sera menée en 2012 sous l'égide de l'OMM, la nécessité de définir précisément les variables à observer et l'utilité pour les utilisateurs, le désir de mieux coordonner les activités des Unions au sein du GEO, les services climatiques, le développement des capacités et l'importance des données socioéconomiques. La Directrice Adjointe a souligné que les relations entre les systèmes d'observation et le WDS étaient un domaine dans lequel les avancées pouvaient être considérables, sachant que le lien entre les données et leurs produits fait partie des missions du WDS. Les autres questions soulevées par les participants et n'ayant pas déjà été examinées par l'ICSU seront intégrées à l'évaluation.

Décisions
Dans le cadre du Plan Stratégique 2012-2017 global :
12.1 Collaborer avec les systèmes d'observation mondiaux et le GEOSS sur les Grands défis et l'Initiative pour la recherche sur les systèmes terrestres au service du développement durable.
12.2 Evaluer le rôle de l'ICSU dans les systèmes d'observation terrestre.

13. Nouvelles initiatives

13.1 Recherche intégrée sur les risques de catastrophes naturelles (IRDR)

Lors de sa 29ème édition, l'Assemblée Générale avait décidé de créer un grand programme interdisciplinaire décennal, intitulé « Recherche intégrée sur les risques de catastrophes naturelles : le danger des risques naturels et dus à l'activité humaine » (IRDR), en collaboration avec d'autres organisations internationales, de faire de l'IRDR un Organe Interdisciplinaire et de le doter d'un Comité Scientifique. L'Assemblée Générale avait également approuvé la création d'un Bureau International de Projet pour l'IRDR, sous réserve de l'aboutissement des négociations avec les partenaires intéressés.

Le Conseil international des sciences sociales (CISS) et la Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UN-ISDR) avaient décidé de financer l'IRDR aux côtés de l'ICSU.

Le Comité Scientifique de l'IRDR avait été créé au cours des mois suivant l'Assemblée Générale et Gordon McBean (Canada) avait été invité par les trois bailleurs de fonds à le présider pendant deux ans. La première réunion avait eu lieu les 12 et 13 mai 2009, suivie de trois autres depuis.

Les Membres Nationaux ont été invités à se proposer pour accueillir le Bureau International de l'IRDR au sein de l'une de leurs institutions. Les trois bailleurs de fonds

ont accepté l'offre généreuse de l'Association chinoise des sciences et de la technologie (CAST) d'héberger le Bureau International au CEODE (*Center for Earth Observation and Digital Earth*) de l'Académie chinoise des sciences, à Pékin. Le Bureau International de l'IRDR a ouvert le 1er juin 2010 et nommé la Directrice exécutive du programme.

L'IRDR encourage la création de comités nationaux et régionaux destinés à contribuer à ses projets de recherche, mais également à créer des liens (ou à les renforcer) entre les programmes nationaux sur la réduction des risques de catastrophes et les activités menées au niveau international.

Un nombre réduit de Centres d'excellence internationaux de l'IRDR (ICoE) seront créés pour susciter un intérêt pour la recherche dans ce domaine à l'échelon régional, chacun doté d'un programme de recherche fondé sur une approche intégrée de la réduction des risques de catastrophes et contribuant directement au Plan Scientifique de l'IRDR et à ses objectifs. Le premier ICoE a vu le jour à l'Académie des Sciences de Taipei.

Un premier événement important, une conférence internationale intitulée « Risques de catastrophes : intégrer science et pratique », a été organisé par l'IRDR et la CAST à Pékin du 31 octobre au 2 novembre 2011.

Jane Rovins, la Directrice exécutive de l'IRDR, a présenté à l'Assemblée Générale les avancées de son programme et les principaux domaines de recherche auxquels il doit se consacrer. Au cours de la discussion qui a suivi, plusieurs participants ont exprimé leur soutien à l'IRDR. L'importance du développement des capacités a été soulignée et il a été confirmé que l'IRDR se consacrerait aux risques et catastrophes de toute taille, sans se limiter aux événements les plus importants par leur ampleur. Les plans régionaux sur les catastrophes et risques naturels mis au point par les Bureaux Régionaux de l'ICSU viendront compléter l'IRDR et des liens avec les organes intergouvernementaux devront être noués. Le représentant de l'UN-ISDR, qui soutient également l'IRDR, a fait une déclaration à l'AG.

Décision
Dans le cadre du Plan Stratégique 2012-2017 global :
13.1.1 Prendre note du rapport sur les avancées de l'IRDR.

13.2 Programme sur les changements des écosystèmes et la société (PECS)

Cette initiative décennale, issue de l'Evaluation des écosystèmes pour le millénaire et approuvée lors de la 29ème Assemblée Générale, s'intéresse aux relations entre la gouvernance, les services écosystémiques et le bien-être humain. L'intégration des sciences naturelles et sociales est au cœur de ses travaux.

Le PECS est soutenu par l'UNESCO et, conformément à la décision de la 29ème AG, un Comité Scientifique a été formé d'un commun accord, présidé par Steve Carpenter (Etats-Unis). Ce comité s'est réuni en juin 2009 pour la première fois et deux fois depuis. Après un appel ouvert à tous les Membres Nationaux, l'ouverture du Bureau International du PECS au Centre de résilience de Stockholm (Suède), en partenariat avec l'Universiti Sains (Malaisie), a été décidée. Le Bureau est opérationnel depuis début 2011.

Le PECS vise à compléter les programmes de l'ICSU consacrés aux changements climatiques mondiaux, à relever les Grands défis et à s'intégrer à l'Initiative pour la

recherche sur les systèmes terrestres au service du développement durable. Les conclusions de l'initiative devraient être utilisées par la nouvelle Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).

La biodiversité et les écosystèmes constituent une priorité pour les Bureaux Régionaux d'Asie-Pacifique et de la région Amérique latine et Caraïbes, qui ont tous deux un rôle important à jouer dans la promotion du PECS au niveau régional.

Lisa Schultz, scientifique et membre du personnel du Bureau International du PECS, a présenté à l'AG les avancées et les activités déjà menées par le programme. Lors de la brève discussion qui a suivi, la nécessité d'un dialogue constant entre les divers programmes interdisciplinaires de l'ICSU a été soulignée. Les représentants de l'IGBP et de DIVERSITAS ont exprimé leur souhait de voir leurs programmes collaborer avec le PECS.

Décision
Dans le cadre du Plan Stratégique 2012-2017 global :
13.2.1 Prendre note des avancées de la mise en œuvre du PECS.

14. Orateur invité

Werner Arber, ancien Président de l'ICSU, est intervenu sur l'actualisation des connaissances scientifiques sur l'évolution biologique, plus particulièrement sur la recombinaison génétique microbienne et l'évolution génétique.

15. La science au service de la politique

15.1 Commission sur le développement durable (CSD) et Conférence 2012 des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20)

La CSD et la conférence Rio+20, ainsi que la contribution de l'ICSU à ces deux événements, ont été présentées par Alice Abreu.

La discussion qui a suivi a porté sur divers points :

- La nécessité d'agir immédiatement pour le développement durable et d'évaluer les raisons du peu d'avancées effectuées à ce jour
- La nécessité de collaborer avec les milieux industriels et de rendre les solutions écologiques plus séduisantes du point de vue financier, sachant que les industriels ne s'opposent pas à la réglementation, mais souhaitent avoir voix au chapitre en la matière
- La nécessité de recourir aux sciences sociales pour étudier les questions de comportement et les modèles de consommation
- L'importance d'impliquer les scientifiques dans les délégations nationales de Rio+20 de leurs propres pays, un moyen d'influencer le processus qui semble plus efficace que d'y œuvrer au niveau international

Décisions
15.1.1 Prendre note des activités de l'ICSU au sein de la conférence Rio+20.
15.1.2 Conformément au Plan Stratégique 2012-2017, impliquer l'ICSU à la conférence Rio+20 et ses retombées, voire dans les travaux d'une CSD remodelée.

15.2 Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)

Les avancées de l'IPBES ont été présentées à l'AG par Anne Larigauderie, qui est la coordinatrice de l'ICSU pour cette plateforme intergouvernementale.

La discussion a ensuite porté sur les points suivants :

- Le rôle essentiel et les efforts importants de DIVERSITAS
- La nécessité de relier le processus aux autres groupes d'acteurs, comme ceux se consacrant aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques
- La nécessité pour les Unions d'apporter une contribution scientifique à l'IPBES
- La nature des études au sein de l'IPBES, sachant que la plateforme intergouvernementale n'en lancera pas de nouvelles, mais synthétisera celles qui existent déjà

Décision
Dans le cadre du Plan Stratégique 2012-2017 global :
15.2.1 Collaborer avec les partenaires pour que la structure de l'IPBES garde une place aux sciences et pour lui apporter une contribution scientifique.

16. Comité sur la Liberté et la Responsabilité de la Conduite des Recherches Scientifiques (CFRS)

Le CFRS a été créé en 2006, avec un double objectif : garantir les libertés scientifiques d'une part, analyser les responsabilités du milieu scientifique et le conseiller en la matière d'autre part. Son premier plan de travail, pour la période 2009-2011, avait été approuvé lors de la 29ème Assemblée Générale. Son président, Bengt Gustafsson, a rendu compte des activités mises en œuvre dans le cadre de ce plan.

Il a remercié l'Académie suisse des sciences, qui accueille le secrétariat du CFRS depuis octobre 2010. Cette aide généreuse permet en effet au comité de mettre en œuvre son ambitieux plan de travail.

Puis il a présenté le plan 2012-2014, en précisant que celui-ci poursuivait essentiellement les travaux du plan précédent, puisque plus de la moitié des membres du comité, dont le président, seraient remplacés en 2012, ce qui ouvrirait la voie à de nouvelles initiatives.

Au cours de ces trois dernières années, l'analyse du principe d'universalité de la science, énoncé au paragraphe 5 des Statuts de l'ICSU, a constitué l'un des principaux travaux du CFRS, qui a proposé de reformuler ce paragraphe pour qu'il inclue de manière explicite non seulement les libertés, mais également les responsabilités. Un projet de révision du texte a été adressé à tous les Membres en décembre 2010. La formulation définitive tient compte de toutes les remarques émanant de la consultation. Elle a été examinée par le Bureau, qui en recommande l'approbation.

La proposition de reformulation du paragraphe des Statuts a suscité un débat animé, notamment en ce qui concerne le titre et certains termes. Pour éviter de tomber dans l'impasse, un groupe de travail composé de sept membres a été chargé d'examiner cette proposition. La nouvelle version présentée à l'Assemblée Générale le lendemain était légèrement différente, mais sa substance demeure identique. L'AG l'a adoptée à l'unanimité. Désormais, le paragraphe concerné fait explicitement référence aux

Roberta Johnson, qui préside le RPSE, a présenté le rapport définitif au CSPR lors de sa 21ème réunion. Sous réserve de certaines modifications apportées au texte au cours de ses propres débats, le CSPR a décidé d'entériner le rapport et ses recommandations.

Lors de sa 104ème réunion, le Bureau avait déclaré qu'il appréciait à sa juste valeur ce rapport qu'il a jugé excellent, mais, après discussion, il a décidé de ne pas proposer à l'Assemblée Générale de nouvelle initiative dédiée à l'enseignement des sciences, préférant que ce sujet soit intégré à chacune des initiatives scientifiques de l'ICSU concernées.

Roberta Johnson a présenté à l'Assemblée Générale le rapport et le point de vue du RPSE à ce sujet. Au cours de la discussion qui a suivi, elle a confirmé que le Panel avait effectué une évaluation transdisciplinaire de l'enseignement des sciences, sous son aspect formel et informel. Le Panel ne souhaite pas proposer la nomination d'un membre supplémentaire du Secrétariat, qui se consacrerait exclusivement aux activités proposées. Le dispositif de direction proposé est au contraire très réduit. L'organisateur de la Journée de la science et de la société (*Science and Society Day*) initiée par l'organisation d'accueil a présenté une motion de soutien aux recommandations du RPSE au nom du Groupe des Membres Nationaux européens de l'ICSU. Le volet enseignement de l'API ayant été concluant, l'AG a décidé d'adopter la décision proposée par le Bureau.

Décisions
Dans le cadre du Plan Stratégique 2012-2017 global :
17.1 Collaborer avec les Unions et les Membres Nationaux pour favoriser l'interaction entre scientifiques et enseignants.
17.2 Promouvoir activement les activités liées à l'enseignement des sciences au sein des initiatives interdisciplinaires, actuelles et nouvelles, notamment l'Initiative pour la recherche sur les systèmes terrestres au service du développement durable.

18. Coordination stratégique pour l'information et les données

Roberta Balstad, du CSPR, a présenté les principales recommandations issues du rapport du Comité de Coordination Stratégique de l'Information et des Données (SCCID), ainsi que son avis sur les prochaines étapes et la manière dont l'ICSU pourrait reprendre à son compte ces recommandations.

Son exposé a été suivi d'un débat portant sur diverses questions : qualité des données et évaluation des groupes de données, nécessité d'un changement de culture dans les milieux universitaires et d'une plus grande reconnaissance de l'importance des données, ampleur du travail dont l'ICSU est investi.

Décisions
18.1 Adopter les recommandations du rapport du SCCID.
18.2 Demander au Bureau de consulter les Membres et de reprendre les recommandations du rapport du SCCID qui le concernent.
18.3 Evaluer le Comité sur les Données Scientifiques et Technologiques de l'ICSU (CODATA) en 2012-2013.

19. Rapport sur le Système Mondial de Données (WDS)

Bernard Minster, qui préside le Comité Scientifique du WDS, a rendu compte devant l'Assemblée Générale des avancées de l'Accord du WDS qui a été conclu pour la création d'un Bureau International à l'Institut national de l'information et des communications de Tokyo.

Son exposé a été suivi de questions et remarques de l'AG quant à divers aspects du WDS. Le problème du copyright dans le cadre de la publication des données et celui de la gestion des petits groupes de données ont été soulevés. Le partage des données et le rôle que le WDS pouvait jouer pour améliorer l'accès aux données ont également été évoqués. Le Conseil des sciences japonais a enfin réaffirmé son soutien à la création et au développement des activités du Bureau International du WDS.

Décision
19.1 Renforcer et développer le Système Mondial des Données de l'ICSU.

20. Bureaux Régionaux

Le Président du Comité de Planification et d'Examen des Activités Scientifiques (CSPR) a présenté les Bureaux Régionaux, en soulignant plusieurs aspects : leurs liens avec les organisations onusiennes régionales, l'intégration des nouveaux Membres Nationaux de l'ICSU, le développement des capacités, la mise au point d'une base de données, ainsi que l'intégration des activités régionales et mondiales.

Le Directeur du Bureau Régional pour l'Asie-Pacifique a présenté un modèle conceptuel de l'ICSU dans sa région, qui peut être extrapolé aux autres régions.

Son exposé a été suivi du rapport de chacun des trois Directeurs des Bureaux Régionaux (Afrique, Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes).

Cheryl de la Rey a présenté un résumé des évaluations des trois Bureaux Régionaux, ainsi que l'analyse globale et les recommandations du CSPR qu'elles ont suscitées. Celles-ci concernent à la fois la structure et le rôle des Bureaux Régionaux. Elles concluent que le Comité de Politique Générale sur les Pays en Développement, dont les fonctions sont suspendues depuis la 29ème Assemblée Générale, devrait être officiellement dissous.

Les avancées notables des trois Bureaux Régionaux et leur interaction mutuelle ont été saluées par les participants. Les Bureaux Régionaux devraient à présent identifier les questions les plus importantes pour chacune de leur région afin d'y apporter des solutions adaptées.

Ils devraient également faire suite aux résultats de leur évaluation et collaborer étroitement avec les pays de leur région pour la mise en œuvre de leur plan scientifique, mais aussi avec les Unions, les Etats et les autres institutions régionales. Ils devraient enfin œuvrer en lien avec les Organes Interdisciplinaires de l'ICSU afin d'harmoniser les plans scientifiques mondiaux et régionaux.

Décisions
Dans le cadre du Plan Stratégique 2012-2017 global :
20.1 Prendre note du rapport d'activité de chacun des trois Bureaux Régionaux.
20.2 Remercier les organisations accueillant les Bureaux Régionaux de leur généreux soutien et collaborer avec elles, ainsi qu'avec les autres partenaires, pour développer les activités des Bureaux Régionaux.
20.3 Renforcer les liens entre les Bureaux Régionaux, les Unions et les Organes Interdisciplinaires de l'ICSU, notamment par le biais du programme d'allocations.
20.4 Prendre note des évaluations des Bureaux Régionaux et des mesures prises en conséquence.
20.5 Dissoudre officiellement le Comité de Politique Générale sur les Pays en Développement (PCDC) et amender les Statuts en conséquence (voir Annexe 2, en anglais).

21. Plan Stratégique 2012-2017

Kari Raivio, le Vice-Président de l'ICSU à la Planification et à l'Examen des Activités Scientifiques, a présenté le Plan Stratégique 2012-2017, qui reflète une continuité dans les perspectives de l'ICSU, avec une évolution de certaines activités précises au cours des six prochaines années. La rédaction du Plan Stratégique a été précédée d'une large consultation des organes, des partenaires et des parties prenantes de l'ICSU, ainsi que d'une étude prévisionnelle sur les perspectives à long terme d'une collaboration internationale dans le domaine de la recherche. Parmi les principaux défis que l'ICSU devait relever, on comptait l'intégration (interdisciplinaire, institutionnelle, entre mondial et régional) et le maintien des meilleurs scientifiques dans les activités de l'ICSU avec l'aide de ses Membres. Plusieurs questions à traiter ont émergé : la recherche dans des domaines prioritaires précis, la mise au point de nouvelles initiatives (dans le domaine de l'énergie et des nanotechnologies notamment), le poids de l'ICSU dans les décisions politiques, l'application du principe d'universalité, l'augmentation du nombre de membres, les structures les mieux adaptées pour les domaines prioritaires et l'augmentation des ressources. La question du rapport qualité-prix a été soulevée en ce qui concerne un projet d'évaluation externe de l'ICSU, dont les conclusions devraient être présentées à la prochaine Assemblée Générale, en 2014.

Lors de la discussion, plusieurs sujets ont été abordés. Le fait que l'ICSU ne soit pas toujours reconnu à sa juste valeur et doive être plus visible a été souligné et un examen de son impact a été proposé dans le cadre de l'évaluation externe. Une présence plus affirmée au Forum mondial de la science de l'OCDE a été conseillée pour étendre l'influence, le réseau et la visibilité de l'ICSU. Du point de vue de l'enseignement des sciences et du rôle sur les décisions politiques, la nécessité de développer les connaissances scientifiques des décideurs a été soulignée.

Décisions
21.1 Approuver le Plan Stratégique 2012-2017.
21.2 Mandater une évaluation indépendante de l'ICSU qui devra présenter ses conclusions à l'Assemblée Générale de 2014.

22. Election des Dirigeants

La liste définitive des Dirigeants candidats, qui comprend celle proposée par le Comité des Nominations et un renouvellement de candidature, a été adressée aux Membres en septembre. Aucune nouvelle candidature n'a été reçue.

Les Membres Ordinaires ont été élus au point 25 de l'ordre du jour.

Décision

22.1 Election de Gordon McBean (Futur Président), Malegapuru William Makgoba (Vice-Président à la Planification et à l'Examen des Activités Scientifiques), Sergio Pastrana (Vice-Président aux Relations Extérieures), David Black (Secrétaire-général) et Hans-Rudolf Ott (Trésorier) (voir Annexe 3, en anglais).

23. Rapport du Trésorier et du Président du Comité des Finances

Hans-Rudolf Ott et Bryan Henry ont présenté les comptes de l'ICSU pour la période 2009-2011.

Les comptes sont sous la responsabilité du Trésorier, qui collabore étroitement avec le Secrétariat, à Paris, avec l'aide du Comité des Finances, qui est un sous-comité du Bureau et se réunit deux fois par an. Les comptes annuels sont vérifiés par un commissaire aux comptes externe et, depuis 2006, ils sont soumis en juin à l'approbation de l'Assemblée Générale par voie électronique. Les Statuts de l'ICSU stipulent que la moitié de chaque catégorie de Membres (Membres Nationaux et Unions) doit voter à cette Assemblée Générale pour que le vote soit valable, bien que cette condition ne soit pas obligatoire en France. Dans la pratique, il est très difficile de respecter la disposition statutaire actuelle et d'atteindre le quorum chaque année. Un amendement au paragraphe 4.1 du Règlement intérieur a donc été proposé, concernant l'approbation par les Membres des comptes annuels audités. Les Membres ont été invités à renommer le commissaire aux comptes actuel, Pierre Godet, qui a été objectif et a apporté une critique constructive lorsque cela était nécessaire lors de la vérification des comptes et dans la gestion financière de l'ICSU pendant ces six dernières années.

Parallèlement aux fonds qu'il utilise pour son fonctionnement, l'ICSU est doté d'une réserve statutaire qui s'élève à 1,5 million d'euros, gérés au sein d'un portefeuille d'investissement mixte. Au cours de ces trois dernières années, les marchés financiers ayant été particulièrement volatiles, le Trésorier a présenté les mesures prises pour minimiser le risque couru par ce portefeuille.

Au cours de la discussion, il a répondu à des questions relatives aux conseils d'investissement fournis par la banque de l'ICSU. Il a également expliqué la différence entre la réserve statutaire et le Fonds Général.

Décisions

23.1 Prendre note du rapport du Président du Comité des Finances.

23.2 Reconduire Pierre Godet dans ses fonctions de commissaire aux comptes externe de l'ICSU pour la période 2012-2017.

23.3 Amender le paragraphe 4.1 du Règlement intérieur sur le vote de l'Assemblée Générale par voie électronique (voir Annexe 2, en anglais).

23.4 Prendre note du rapport du Trésorier et lui donner quitus pour la période 2009-2011.

Hans-Rudolf Ott a présenté le budget, ainsi que les contributions pour 2012 et pour la période 2013-2015.

L'amendement au dispositif des contributions qui avait été adopté par la 29ème Assemblée Générale entre en vigueur en 2012. Les Membres ont été informés fin 2010 des contributions qu'ils devraient verser en 2012 (la 29ème AG avait fourni des montants approximatifs). Les grandes lignes des budgets pour la période 2013-2015 ont été préparées avec le Comité des Finances et approuvées par le Bureau. Les recettes provenant des contributions augmenteront de 3 % par an. Ces budgets sont « prudents », c'est-à-dire que seules les recettes que l'on peut raisonnablement considérer comme sûres ont été comptabilisées et les dépenses ont été retranchées de ces recettes. Toutes les dépenses n'ont pas été attribuées à des projets précis car leur affectation dépend des décisions prises lors de la présente Assemblée Générale et de la mise au point des plans détaillés qui en découleront. Il est cependant apparu clairement que, parallèlement à la contribution des Membres, un financement externe serait nécessaire en 2014 et 2015 afin de mettre en œuvre la totalité des activités de l'ICSU. Au cours de ces dernières années, l'ICSU a admirablement réussi à attirer des fonds pour des projets précis. Des efforts seront fournis en ce sens dans le cadre du 2ème Plan Stratégique (voir paragraphe 5.6 du Plan Stratégique 2012-2017, en anglais).

Le Trésorier a répondu à plusieurs questions sur le programme d'allocations, pour lequel une légère augmentation de financement a été proposée.

Décisions

23.5 Prendre note du budget et des contributions 2012.

23.6 Approuver les grandes lignes des budgets, sur recommandation du Bureau, pour la période 2013-2015, qui comprennent une augmentation annuelle de 3 % du montant des contributions des Membres (voit Annexe 4, en anglais).

24. Rapport sur la pondération du vote

Hans-Rudolf Ott a présenté le rapport sur la pondération du vote.

Sur demande de certains Membres Nationaux lors de la dernière AG, le Bureau a créé un groupe de travail chargé d'étudier la question de la pondération du vote. Ce groupe de travail s'est réuni en mai 2010 et son rapport a été adressé aux Membres en juillet de la même année. Le rapport et les remarques qu'il a suscitées parmi les Membres ont été étudiés par le Bureau. Le Trésorier a transmis aux Membres les recommandations du Bureau dans un courrier daté du 30 mars 2011.

Lors de la discussion qui a suivi cet exposé, certains Membres ont exprimé leur inquiétude de voir cette mesure creuser le fossé entre Membres Nationaux riches et moins riches. D'autres ont souligné qu'il était important de pouvoir justifier sa contribution financière auprès de son gouvernement, dans une conjoncture favorisant les coupes budgétaires dans les financements publics.

Le Trésorier a rappelé que cette mesure s'appliquerait exclusivement aux questions financières.

Les participants ont ensuite voté la proposition de pondération du vote et l'amendement au paragraphe 22 a) des Statuts.

Décisions

24.1 Entériner la pondération du vote sur les questions financières uniquement, c'est-à-dire pour l'approbation des comptes annuels audités, le montant des contributions et les budgets globaux.

24.2 Amender le paragraphe 22 a) des Statuts en conséquences (voir Annexe 2, en anglais).

25. Election des Membres Ordinaires du Bureau

La liste de représentants candidats des Unions Scientifiques Internationales et des Membres Scientifiques Nationaux a été publiée le mercredi 28 septembre au matin.

Décision

22.1 Election de quatre Membres Ordinaires du Bureau parmi les Unions Scientifiques Internationales (Orhan Altan, **Maria Carla Galavotti**, Dov Jaron et **Kennedy Reed**) et de quatre autres parmi les Membres Scientifiques Nationaux (John Ball, **Luiz Davidovich, Nicole Moreau** et **Guoxiong Wu**) (voir Annexe 3, en anglais).

26. Proposition de nouveaux Membres

Une demande d'adhésion à l'ICSU au titre d'Union Scientifique, émanant de l'Association internationale de sociologie (ISA), a été soumise à l'avis de l'Assemblée Générale.

Conformément au paragraphe 8.2 c) du Règlement intérieur, le Bureau a étudié cette demande et recommandé que l'AG fasse de même, sous réserve que les lettres de soutien requises soient parvenues avant la date de l'AG. L'ICSU a reçu deux courriers de Membres soutenant l'adhésion.

La Présidente de l'Assemblée Générale a invité un représentant de l'ISA à s'exprimer. Alberto Martinelli, son ancien président, a brièvement présenté l'association et les raisons pour lesquelles elle souhaitait adhérer à l'ICSU. Une discussion de quelques minutes a suivi.

Décision

26.1 Admettre l'ISA au titre d'Union Scientifique Internationale.

27. Adoption des Résolutions de l'Assemblée Générale

Le président du Comité des Résolutions a indiqué avoir reçu une proposition de résolution de l'IUGG, mais que celle-ci ne remplissait pas les conditions requises. En effet, elle ne concernait pas un point de l'ordre du jour et n'avait pas fait l'objet d'une discussion au cours de l'AG. Une version remaniée de la résolution proposée par l'IUGG a également été étudiée par le Comité, qui a décidé à l'unanimité de la rejeter, car, bien que la question ait été soulevée au cours de l'AG, il n'y a eu aucune discussion sur le sujet, qui représente un engagement relativement important.

L'IUGG a exprimé sa déception face au refus de l'AG d'étudier sa proposition de résolution, qu'elle considère comme une question urgente ne pouvant pas être reportée à la prochaine Assemblée Générale. Une motion a été présentée par l'un des participants, appuyée par d'autres, pour demander un premier vote déterminant si la résolution était recevable ou non et un second vote sur son adoption.

Une fois déclarée recevable, la résolution a été brièvement présentée par l'IUGG. Une discussion a suivi. La proposition de la Présidente de soumettre la résolution à l'avis du Bureau a été approuvée par la majorité des Membres.

Décisions
27.1 Etudier la résolution proposée par l'IUGG sur les risques de catastrophes.
27.2 Confier au Bureau l'examen approfondi du contenu de la résolution proposée par l'IUGG.

28. Discours du nouveau Président

Yuan Tseh Lee, qui prenait la présidence de l'ICSU à l'issue de l'Assemblée Générale, a prononcé un discours dans lequel il a souligné l'urgence de faire évoluer les applications scientifiques et technologiques actuelles pour les réorienter vers le développement durable.

29. Date et lieu des 31ème et 32ème Assemblées Générales

La 31ème Assemblée Générale de l'ICSU se tiendra du 28 août au 3 septembre 2014 en Nouvelle-Zélande, sur invitation de la Société Royale de Nouvelle-Zélande (RSNZ), que sa Directrice exécutive, Dianne McCarthy, a brièvement présentée.

Lors de la 28ème AG, les Membres de l'ICSU avaient admis d'un commun accord la nécessité de se réunir dans différentes régions du monde et de planifier les Assemblées Générales sur six ans. Ils ont donc été invités à soumettre des invitations pour accueillir la 32ème AG, en 2017. Un appel précisant toutes les conditions requises leur serait adressé après l'AG.

Depuis 1990, l'Assemblée Générale de l'ICSU s'est tenue dans les villes suivantes :

30ème AG	Rome (Italie)	Septembre 2011
29ème AG	Maputo (Mozambique)	Octobre 2008
28ème AG	Suzhou/Shanghai (Chine)	Octobre 2005
27ème AG	Rio de Janeiro (Brésil)	Septembre 2002
26ème AG	Le Caire (Egypte)	Septembre 1999
25ème AG	Washington (Etats-Unis)	Septembre 1996
24ème AG	Santiago (Chili)	Octobre 1993
23ème AG	Sofia (Bulgarie)	Octobre 1990

Décision
29.1 Prendre note de l'appel à candidatures pour l'accueil de la 32ème Assemblée Générale, en 2017.

30. Autres questions

En l'absence d'autres remarques, la Présidente a clos l'Assemblée Générale le 30 septembre 2011 à 18 heures.

Annexes (en anglais)

Annexe 1 Liste des participants
Annexe 2 Statuts et Règlement intérieur amendés
Annexe 3 Composition du Bureau pour la période 2011-2014
Annexe 4 Grandes lignes des budgets 2013-2015